



**La « bioénergie » :
outil de lutte contre le changement
climatique et /ou la pauvreté ?**

Editeur : MISEREOR, www.misereor.org

Responsables de la rédaction : Susanne Breuer, Anja Mertineit, Anika Schroeder

Avec collaboration de: Urike Bickel, Sabine Dorloechter-Sulser, Ernst Klahsen, Alicia Kolmans, Claudio Moser, Vincent Neussl, Heinz Oelers, Manuela Ott, Jean-Gerard Pankert, Mute Schimpf, Barbara Wiegard

Lieu de publication: Aachen / Allemagne

Date de publication: Août 2007

Informations sur les droits d'auteur : Toute utilisation ou reproduction du texte, même partielle, est soumise à l'autorisation de MISEREOR

Remarque : Pour des raisons de clarté, seule la forme masculine sera utilisée au fil du texte étant bien entendu qu'elle recouvre aussi bien les individus masculins que féminins.

Sommaire

I. La « bioénergie » : moyens de lutte contre le changement climatique et/ou la pauvreté ?	4
II. Opportunités et risques liés à l'agroénergie	5
II. 1 Concurrence entre l'approvisionnement énergétique et sécurité alimentaire.....	5
II. 2 Nouvelles opportunités de revenus pour les pauvres grâce à l'agroénergie.....	6
II. 3 Agroénergie et droits de l'homme	7
II. 4 Agroénergie et protection de l'environnement	8
II. 5 Tentatives d'une réduction des risques	9
III. Un autre monde est possible – Scénarios de sortie de crise	11
III.1 Perspectives pour une lutte durable contre la pauvreté	11
III.2 Possibilités d'actions pour les chrétiens engagés et les consommateurs critiques.....	12
III.3 Revendications adressées aux responsables politiques.....	13
Quelques références pour approfondir le sujet.....	14

I. La « bioénergie » : moyens de lutte contre le changement climatique et/ou la pauvreté ?

Nombreux sont ceux, en Europe et aux Etats-Unis, qui espèrent parvenir, grâce aux énergies d'origine végétale, à concilier une plus grande sécurité énergétique et un approvisionnement en énergie respectueux de l'environnement et neutre en termes d'émissions de CO₂. Les représentants d'organisations internationales, du monde des affaires et de la politique donnent souvent l'impression que, malgré le changement climatique et la pénurie de ressources, nous pourrions continuer à vivre comme aujourd'hui, sans changer notre mode de vie, grâce à la soi-disant « bioénergie ». Les gouvernements du monde entier l'encouragent donc à grand renfort de subventions et d'incitations fiscales et imposent des quotas relatifs à l'adjonction de biocarburants aux carburants traditionnels. Néanmoins, le terme de « bio » induit en erreur, car qui dit « bio » dit aussi mode de production durable, ce qui en général n'est pas le cas pour les énergies d'origine végétale, produite sur de grandes surfaces de monocultures, avec utilisation massive de produits agrochimiques. Pour cette raison, nous éviterons d'utiliser ici le terme de « bioénergie », lui préférant celui d'agroénergie.

Les agrocarburants¹, énergies d'origine végétale, utilisés à l'état liquide comme carburants pour les véhicules à moteur, suscitent actuellement un vif intérêt. En Europe, les compagnies pétrolières sont tenues, depuis le 1^{er} janvier 2007, de commercialiser un quota minimum d'agrocarburants, calculé par rapport au volume total de ventes de carburants pour moteurs essence Otto et Diesel. Ce quota augmentera d'année en année pour atteindre 5,75 % à l'horizon 2010².

Mais les surfaces agricoles disponibles en Allemagne et en Europe sont loin de satisfaire les immenses besoins en agroénergie³. La culture de plantes destinées à produire des carburants se concentrera donc sur l'hémisphère sud où le rendement à l'hectare est plus élevé grâce au meilleur ensoleillement et aux périodes de végétation plus longues⁴. Dès aujourd'hui, chaque citoyen de l'Union Européenne utilise, compte tenu de son mode de vie dispendieux, près de deux fois plus de surfaces que ce dont dispose, en moyenne, chaque habitant de la planète⁵. Ces surfaces sont destinées à la culture de plantes fourragères, d'oléagineux et de fruits. Ces cultures à grande échelle ont de fortes répercussions environnementales et sociales dans les pays en développement, dont notamment l'expulsion des petits paysans, chassés de leurs terres. A nos yeux, l'émergence du nouveau marché d'exportation pour les agrocarburants qui fait preuve d'un très fort dynamisme va aggraver ces problèmes dans les pays en développement.

Parallèlement, l'approvisionnement en énergie des pauvres n'est pas assuré. C'est ainsi que près de trois milliards d'êtres humains utilisent des sources énergétiques traditionnelles (comme le bois) pour couvrir leurs besoins domestiques. Deux milliards d'êtres humains n'ont pas accès à l'électricité et sont donc exclus de développements fondamentaux. Des hommes et des femmes qui n'ont pas accès à l'énergie verront comment leurs champs et leurs villages serviront à cultiver des plantes destinées à produire de l'agroénergie qui sera exportée vers les riches pays industrialisés et dont ils ne profiteront pratiquement pas en général.

¹ Le terme d'agrocarburants désigne ici le soi-disant biodiesel ainsi que l'éthanol d'origine végétale.

² Ensuite, l'extension des capacités de biocarburants sera soutenue de 2011 à 2015 par un quota global qui augmentera de manière linéaire et finira par atteindre 8% (Loi sur les quotas de biocarburants, BioKraftQuG) (BT-Drs. 16/2709, BT-Drs. 16/3035).

³ L'Europe devrait mobiliser 70% de ses terres arables pour la production de biocarburants, ce qui aurait des conséquences désastreuses sur la production alimentaire (« Les cinq mythes de la transition vers les agrocarburants », Le Monde diplomatique / juin 2007).

⁴ Par ha de surface agricole utilisée on peut par exemple produire cinq fois plus de bioéthanol à partir de la canne à sucre qu'à partir de l'orge (« Concurrence entre les surfaces dans le contexte de la production mondiale de bioénergie », Forum Environnement et Développement 2006).

⁵ Utilisation de 0,43 ha par tête dans l'UE alors que la moyenne mondiale est de 0,25 ha par tête (« Concurrence entre les surfaces dans le contexte de la production mondiale de bioénergie », Forum Environnement et Développement 2006).

MISEREOR en tant qu'Œuvre d'aide au développement de l'Eglise catholique a pour mission d'être aux côtés de ceux qui souffrent le plus de la misère et de l'injustice – les pauvres en Afrique, Asie et Amérique Latine. Conformément à la doctrine sociale de l'Eglise, le développement doit avoir pour objectif de satisfaire des besoins fondamentaux, d'ordre matériel et spirituel, mais aussi de promouvoir les droits humains et le respect de la création.

Voilà des années que MISEREOR met en garde contre le fait que la pauvreté dans les pays en développement et surtout le mode de vie, si dispendieux en ressources, dans les pays industrialisés menacent les fondements naturels de la vie et mettent en cause l'avenir de l'humanité.

MISEREOR voudrait élargir, avec ce document de synthèse, le débat actuel sur l'agroénergie en y intégrant le point de vue des pauvres des pays en développement. Est-ce que les agrocarburants offrent de nouvelles opportunités de développement aux pauvres ou est-ce qu'au contraire ils ne constituent qu'une entrave au développement ?

II. Opportunités et risques liés à l'agroénergie

De nombreux pays d'Amérique Latine, d'Asie et aussi d'Afrique se préparent à satisfaire les besoins mondiaux en agroénergie qui augmentent à une vitesse vertigineuse. C'est ainsi que la demande mondiale d'huile de palme en provenance d'Indonésie et de Malaisie connaît une croissance fulgurante. L'Union Européenne et le Brésil ont décidé, lors de la première conférence internationale de l'UE sur les « biocarburants » en juillet 2007, de renforcer leur coopération dans ce domaine et d'augmenter les importations d'éthanol à base de canne à sucre en provenance de la future « Arabie Saoudite de l'Amérique Latine ». Mais en Afrique aussi, de nombreux Etats prévoient de produire des agrocarburants pour le marché mondial. Les gouvernements de ces pays encouragent la production d'agroénergie à coups de subventions et d'avantages fiscaux, espérant améliorer ainsi le solde de leurs opérations en devises, grâce à une augmentation des exportations, tout en assurant leur propre approvisionnement en énergie. De nombreux mouvements sociaux et organisations non gouvernementales craignent néanmoins que la population locale ne profite pas du boom de l'agroénergie et que celui-ci n'enrichisse que les grandes multinationales. Il en était déjà ainsi lors de l'exploitation des hydrocarbures et de la culture de fruits tropicaux et de plantes fourragères destinés à l'exportation dont seules quelques grandes entreprises ont profité et qui n'ont pas engendré de développement régional intégral.

II.1 Concurrence entre l'approvisionnement énergétique et sécurité alimentaire

Bien que la communauté internationale se soit fixée comme objectif du millénaire de diminuer de moitié la faim dans le monde d'ici 2015, le nombre de personnes souffrant de la faim n'a cessé d'augmenter au cours des dernières années. La question se pose donc de savoir si les besoins croissants en agroénergie ne seront pas satisfaits au détriment de la production de produits alimentaires, ce qui risquerait d'accroître encore plus la faim dans le monde. La situation est cependant plus complexe qu'elle n'en a l'air.

Aujourd'hui la production agricole est suffisante pour nourrir suffisamment toute la population de la planète⁶. La faim n'est donc pas la conséquence d'une production insuffisante, mais résulte de l'accès inégal aux ressources de production et aux revenus, très injustement répartis, et d'une politique commerciale mondiale profondément inéquitable.

⁶ Avec la production mondiale actuelle, chaque habitant de la planète pourrait disposer en moyenne d'environ 2.800 kilocalories, c'est-à-dire plus que les 2.200 – 2.500 kilocalories dont une personne en bonne santé a besoin. (« Can organic farming feed the world ? » Brian Halweil, World Watch Institute, cf. documents de la conférence de la FAO sur l'agriculture organique et la sécurité alimentaire, mai 2007).

Une grande partie de la surface agricole utilisable ne sert pas à cultiver des plantes destinées à l'alimentation humaine. Au Brésil par exemple, près de la moitié de la surface agricole est mobilisée pour cultiver du soja qui est presque exclusivement destiné à l'alimentation animale sous forme de concentrés, et exporté. Pour les quelque 300 millions de tonnes de viande produites dans le monde, il faut environ 20 fois plus de surface que pour produire la même quantité de céréales et de légumes.

L'extension des surfaces consacrées à la production d'agroénergie implique forcément une augmentation de la concurrence autour des terres et de l'eau entre la culture des plantes destinées à l'alimentation, au fourrage et à l'agroénergie⁷, d'où une hausse des prix. En outre, certaines plantes, utilisables à la fois comme aliments et comme carburants, feront l'objet d'une concurrence accrue, d'où une pénurie et la hausse des prix de nombreux produits alimentaires et des agrocarburants.

Les premiers effets de cette spirale inflationniste se font sentir dès aujourd'hui. Les partenaires de MISEREOR en Indonésie nous informent que le prix de l'huile de table a augmenté d'environ 30% parce que l'huile de palme, l'huile la plus courante dans les cuisines indonésiennes, qui sert également de matière première industrielle pour la fabrication de margarine et de produits cosmétiques est maintenant aussi utilisée pour produire du « biodiesel ». Les grands producteurs peuvent gagner plus d'argent en exportant l'huile de palme qu'en la vendant sur le marché local si bien que l'huile de table pour le marché local se raréfie et devient donc de plus en plus chère. Les pauvres, ne pouvant se passer de ces produits alimentaires de première nécessité, subissent de plein fouet les hausses de prix qui mettent souvent leur existence en péril.

Les prix des céréales et des huiles végétales, qui jusqu'ici avaient été maintenus artificiellement bas par des subventions et la vente à prix cassés de surplus des pays industrialisés, vont augmenter rapidement et fortement à cause de l'augmentation de la demande sur le marché mondial. Il pourrait alors redevenir rentable pour les petits paysans des pays en développement de cultiver ces produits. Mais tous ceux qui ne possèdent pas de terres ou ne sont pas en mesure de produire assez pour satisfaire leurs propres besoins ainsi que tous les pauvres des villes subiraient de plein fouet les hausses de prix des produits alimentaires. L'augmentation des prix profitera surtout aux grandes entreprises qui gagnent sur les deux tableaux, bénéficiant à la fois de la hausse des prix des agrocarburants et des produits alimentaires⁸.

Dans ce contexte, il apparaît clairement que la production à grande échelle, axée sur l'exportation, d'agroénergie entraînera à moyen terme une hausse des prix des terres et des produits alimentaires et contribuera donc à accroître le nombre de personnes souffrant de la faim.

II. 2 Nouvelles opportunités de revenus pour les pauvres grâce à l'agroénergie

La mondialisation des marchés agricoles a conduit à la faillite de nombreux petits paysans, parce qu'en général ceux-ci ne peuvent résister ni à la concurrence des importations à bas prix qui font chuter les prix de leurs produits sur les marchés locaux ni à la pression des commerçants qui réalisent des marges commerciales importantes. L'émergence du nouveau marché de l'agroénergie, mais aussi l'augmentation, évoquée précédemment, des prix des produits alimentaires sur le marché mondial pourraient peut-être leur offrir maintenant des opportunités leur permettant de profiter aussi de ce boom. Il est possible que les régions défavorisées développent de nouvelles perspectives et que certains pays en voie de développement améliorent le solde de leurs opérations en devises grâce aux exportations d'agroénergie. Mais à la vue des premières

⁷ La revue américaine « Foreign Affairs » a calculé que pour faire le plein – 95 litres – d'une voiture aux Etats-Unis avec de l'éthanol pur, il faut environ 200 kg de maïs – quantité qui suffirait à nourrir une personne pendant une année entière (« How Biofuels Could Starve the Poor », Foreign Affairs, mai 2007).

⁸ Deux grandes multinationales, Cargill et Archer Daniels Midlan (ADM), contrôlent près de 65% du marché mondial des céréales (« Les cinq mythes de la transition vers les agrocarburants », Le Monde diplomatique / juin 2007).

expériences des organisations partenaires de MISEREOR, tous les doutes sont permis quant aux bénéfices réels que les petits producteurs pourraient tirer de cette évolution.

Ø Programme de biodiesel au Brésil

Depuis 2004, le gouvernement brésilien essaie, par un programme de biodiesel, d'associer les régions défavorisées et les petits paysans pauvres du Nord-Est au boom des agrocarburants. Le ricin, plus résistant à la sécheresse, est cultivé comme matière première pour la production de biodiesel. Afin de réduire la concurrence entre les surfaces consacrées à la production de biodiesel et celles consacrées à la production d'aliments, le programme prévoit des cultures mixtes de ricin et de haricots. Des ONG locales portent cependant un regard critique sur ce programme. Les petits producteurs n'ont pas assez de capitaux pour transformer eux-mêmes les matières premières qu'ils ont produites et risquent par conséquent de devenir dépendants des grands groupes industriels qui transforment leurs produits et ne leur offrent que des prix très bas pour les matières premières.

Ø Promotion de la culture de jatropha

La situation concernant le jatropha n'est guère plus réjouissante. Ce buisson oléagineux, résistant à la sécheresse comme le ricin, est pourtant une lueur d'espoir, car il peut par exemple contribuer à protéger les sols de l'érosion et être intégré au système de production agricole, sans exclure la production d'autres produits alimentaires⁹. En Afrique, dans la région du Sahel, on a déjà essayé depuis une vingtaine d'années, dans différents programmes de développement, de cultiver du jatropha comme source de revenus supplémentaires et comme source d'énergie décentralisée. Mais on n'a toujours pas réussi, à ce jour, à répondre de manière convaincante à des questions fondamentales sur la production et la rentabilité.

De plus, les grands groupes s'intéressent depuis longtemps à la production de jatropha. Quelques grandes multinationales comme BP investissent déjà de fortes sommes pour développer des plantations de jatropha.

De nombreux gouvernements offrent aux entreprises des terres soi-disant en friche pour cultiver le jatropha comme nous l'a fait savoir une organisation partenaire du Rajasthan, Inde. Le phénomène est préoccupant car ces terres justement jouent un rôle essentiel pour la survie des pauvres et des bergers. Les terres en friche sont utilisées traditionnellement comme pâturages et appartiennent à la communauté, même si souvent il n'y a pas de titres de propriété. La privatisation de ces surfaces équivaut à exproprier ces groupes d'usagers traditionnels.

Ces exemples montrent qu'à l'heure actuelle, les pauvres ne profitent pas du boom des agrocarburants, mais qu'au contraire, ils sont encore plus marginalisés par l'extension de l'agroindustrie.

II. 3 Agroénergie et droits de l'homme

La privatisation de terres précédemment mentionnée n'épargne pas non plus les espaces naturels protégés, comme le montre l'exemple de l'Ouganda où la culture de canne à sucre et d'huile de palme pour la production d'agroénergie a été autorisée dans des zones de biodiversité très importantes pour la population locale. En observant la situation de plus près, on constate qu'à l'échelle mondiale, il n'existe pratiquement aucune surface inutilisée susceptible d'être transformée sans problème en plantation de plantes énergétiques. Une transformation de l'usage de ces surfaces implique presque toujours la destruction de la base d'existence de groupes marginalisés.

⁹ En Inde, les espérances de gains des petits producteurs semblent avoir été surestimées jusqu'ici. Le prix de l'huile de jatropha, payé par l'industrie pétrolière nationalisée, est insuffisant pour produire de manière rentable, car le rendement est faible, alors que les frais de récolte sont très élevés (« Jatropha Curcas Production Systems for Small Farms », Sustainet 2005).

Le déboisement des forêts tropicales d'Indonésie, sans tenir compte des hommes et des femmes qui y ont vécu depuis des générations, est une atteinte aux droits de ces hommes et femmes. En Colombie, les paramilitaires expulsent depuis des années la population afro-colombienne, chassée de ses terres ancestrales au profit de l'installation de gigantesques plantations de palmiers à huile¹⁰. De plus en plus d'êtres humains sont entraînés dans des conflits pour la terre, violents pour la plupart.

Les organisations partenaires de MISEREOR au Brésil signalent que la création d'emplois dans l'agroindustrie ne permet pas de compenser les inconvénients précédemment mentionnés de la culture de plantes énergétiques. D'une part, les grandes plantations emploient proportionnellement moins de main d'œuvre que les petites exploitations agricoles¹¹. D'autre part, il arrive souvent que les conditions sociales minimales fixées au niveau international ne soient pas respectées : dans de nombreux cas, les ouvriers agricoles vivent dans des conditions proches de l'esclavage. C'est ainsi qu'au Brésil, le nombre de personnes vivant, encore aujourd'hui, quasiment comme des esclaves est estimé à environ 30.000, la plupart d'entre elles travaillent dans des plantations de cannes à sucre¹². Pour ces raisons, la Conférence épiscopale du Brésil s'est prononcée contre l'extension à grande échelle des cultures de plantes énergétiques.

Comme de nombreux rapports en témoignent, la production industrielle d'agrocarburants porte souvent atteinte aux droits humains économiques, sociaux et culturels des populations pauvres.

II. 4 Agroénergie et protection de l'environnement

L'agroénergie est souvent considérée comme une source d'énergie écologique et infinie : nombreux sont ceux qui espèrent contribuer à la réduction des émissions de CO₂, ralentir le changement climatique et en atténuer les conséquences négatives en faisant le plein avec du soi-disant biodiesel ou de l'éthanol ou en investissant dans le secteur de l'huile de palme.

Le bilan énergétique réel de l'agroénergie est néanmoins moins favorable que prévu : en effet si l'on compare directement les émissions de CO₂ du pétrole¹³ à celles des agrocarburants, on constate que les économies réalisées ne sont que de 10 à 30 %, selon la plante et les procédés utilisés. Ces économies sont plus faibles que prévu, notamment à cause du mode de culture et de production qui nécessite des combustibles fossiles et émet donc du CO₂. A cause de l'utilisation de grandes quantités d'engrais chimiques dont la production nécessite beaucoup d'énergie, de grandes quantités de protoxyde d'azote (N₂O) – un gaz à effet de serre très dangereux – sont aussi libérées dans l'atmosphère.

De plus, notamment lors de la production d'éthanol à partir de canne à sucre et de biodiesel à partir d'huile de palme, il existe un risque important de destruction de forêts jusque-là préservées, ce qui aurait un impact négatif sur le bilan des émissions de gaz à effet de serre, étant donné que les forêts sont de grandes réserves de carbone. Lorsque les forêts de tourbes indonésiennes partent en fumée pour laisser la place à des plantations de palmiers à huile, les émissions mondiales de CO₂ augmentent considérablement.

MISEREOR observe depuis des années l'avancée des surfaces agricoles sur des espaces restés jusque-là intacts - forêts, zones marécageuses et régions sèches -, ce qui entraîne une perte considérable en termes de biodiversité. La déforestation massive provoque aussi une baisse du niveau des nappes phréatiques, ce qui a des conséquences négatives sur la fertilité des sols, le

¹⁰ Cf. Fidel Mingorance, Human Rights Everywhere et Coordination Belge pour la Colombie, le flux de l'huile de palme Colombie – Belgique/Europe, novembre 2006.

¹¹ Pour environ 5-10 millions d'emplois créés dans les plantations de palmiers à huile, environ 35 millions de personnes perdent leur base d'existence. (« Agrofuels in Asia », Almuth Ernsting, www.biofuels.watch, dans GRAIN Seedling, mai 2007).

¹² Cf. « Agribusiness and biofuels : an explosive mixture », FBOMS + Fondation Heinrich Böll.

¹³ Etude de l'EMPA, Institut de recherche en science des matériaux et en technologie, 2007.

débit des rivières et donc sur l'environnement et les êtres humains. Pour être compétitifs par rapport au prix du pétrole, les groupes produisant de l'agroénergie misent sur une forte productivité par surface, ce qui est synonyme d'un mode de production industriel avec beaucoup de capital et peu de main d'œuvre. Du point de vue écologique et social, une agriculture industrialisée présente des risques énormes, car elle est généralement associée à l'utilisation massive de pesticides, ce qui entraîne une pollution des nappes phréatiques et des rivières et nuit également à la santé des travailleurs agricoles et des populations vivant à proximité des plantations.

La consommation d'eau est aussi extrêmement élevée dans ces plantations. Exporter de plus en plus d'agrocarburants signifie donc indirectement exporter de l'eau, ce qui est spécialement problématique dans les régions menacées par la sécheresse. Le cercle se referme lorsque la concentration de terres qui va de pair avec la monoculture entraîne l'expulsion des familles de petits paysans, chassées de leurs terres et contraintes de fuir dans des régions écologiquement intactes pour survivre.

La majorité des consommateurs de l'Union Européenne ont une position très critique sur la culture de plantes génétiquement modifiées destinées à l'alimentation et au fourrage étant donné que les conséquences des OGM sur l'environnement, les êtres humains et les animaux ne sont pas suffisamment connues. Il est néanmoins probable que l'utilisation d'OGM pour la production d'agroénergie soit mieux acceptée, étant donné que ces produits ne sont pas destinés à entrer dans la chaîne alimentaire. Les géants de l'agroalimentaire se prononcent dès aujourd'hui pour le développement de la production d'agroénergie à partir de plantes génétiquement modifiées. Il est à craindre que la diversité génétique des semences soit encore plus limitée, que des caractéristiques génétiquement modifiées ne soient transmises à d'autres plantes et que les paysans dépendent de plus en plus des géants agroindustriels suite au dépôt de brevets et à l'interdiction de reproduire les semences. De plus, il est probable qu'une fois que les OGM banalisés dans les agrocarburants, il sera plus facile qu'ils pénètrent aussi dans l'alimentation humaine.

Il faut retenir comme conclusion que l'extension à grande échelle de la production d'agrocarburants, telle qu'elle est pratiquée actuellement dans les pays en voie de développement, détruit l'environnement et donc les bases d'existence de nombreuses personnes, aggravant aussi le changement climatique. L'agroénergie ne contribuera à préserver le climat qu'à condition de ne pas être à l'origine de la disparition de forêts et de satisfaire à des critères de durabilité écologique et sociale.

II.5 Tentatives d'une réduction des risques

Certification – son potentiel d'assurer la durabilité sociale et environnementale ?

Alarmés par de nombreuses études et rapports, les responsables politiques allemands et européens prennent de plus en plus conscience des risques liés à la production d'agroénergie. Pourtant, de nombreux gouvernements souhaitent renforcer la souveraineté énergétique de leur pays et encourager ce nouveau marché. Ils misent donc sur une production « durable » d'agroénergie. La certification des terres et des procédés de production respectant des conditions sociales et environnementales minimales vise à réduire les conséquences négatives de la production d'agroénergie et à valoriser au mieux les opportunités qu'elle offre. Des expériences réalisées avec des systèmes de certification tels que le certificat forestier du « Forest Stewardship Council »¹⁴ et des projets de protection climatique conformes au Mécanisme de Développement

¹⁴ Le certificat forestier du « Forest Stewardship Council » (FSC) est un système de certification de bois issus de la sylviculture durable. Il a été créé pour garantir la gestion durable des forêts et contribuer à rendre la sylviculture plus respectueuse des normes sociales et écologiques tout en étant économiquement viable. Sur les critiques de la certification FSC dans les pays en développement, voir www.wrm.org.uy.

Propre¹⁵ montrent que les critères de certification ne garantissent pas le respect de ces conditions minimales. Le danger est spécialement grand dans les pays où la nature et l'environnement sont d'ores et déjà exploités aux dépens de la population, malgré une législation environnementale stricte. C'est précisément dans ces pays, comme par exemple au Brésil et en Indonésie, que la production d'agroénergie se développe le plus vite. Pour cette raison, les organisations partenaires de MISEREOR au Brésil, comme la Commission Pastorale de la Terre (CPT) et le Mouvement des travailleurs ruraux Sans Terre (MST) portent un regard critique sur la certification. Ils craignent que la production « certifiée » d'agroénergie ne permette pas non plus de résoudre tous les problèmes et qu'en outre l'accroissement de la demande de terres n'anéantisse les chances de réforme agraire et de redistribution de terres aux pauvres et aux « sans terre ».

Carburants de la seconde génération

Actuellement, des procédés pour liquéfier toute la biomasse d'une plante afin de l'utiliser comme combustible sont à l'étude (« biomass to liquid » ou BtL). Un grand avantage de cette « seconde génération » d'agrocarburants est de pouvoir valoriser aussi les restes de plantes, c'est-à-dire les co-produits de la production agroalimentaire. Il n'y a donc plus forcément de concurrence entre la culture des plantes alimentaires et énergétiques. Le bilan énergétique s'améliore par rapport à la première génération d'agrocombustibles étant donné que la quantité de biomasse valorisable augmente alors que la quantité d'énergie nécessaire à la production reste la même. Néanmoins, cette amélioration est partiellement neutralisée par le fait que, lors du processus de liquéfaction, les pertes d'énergie sont considérables. Les entreprises du secteur énergétique considèrent les agrocarburants de la « seconde génération » comme une opportunité de continuer à s'enrichir grâce aux plantes énergétiques malgré la pression publique des organisations écologiques et tiers-mondistes. La technique n'est néanmoins pas encore au point et ne sera entièrement opérationnelle que d'ici une dizaine d'années. De plus, une augmentation de la productivité par surface n'entraînera pas automatiquement une diminution des surfaces destinées à la production d'agroénergie.

MISEREOR porte un regard critique sur les espoirs suscités par la certification et la nouvelle génération de carburants. Dans la lutte contre le changement climatique, les énergies renouvelables et l'agroénergie peuvent et doivent jouer un rôle décisif. Mais elles ne doivent être employées que là où leur potentiel d'économie est optimisé au maximum: l'utilisation d'agrocarburants ne rime pas à grand chose, ne serait-ce qu'à cause de leur faible rendement énergétique. L'agroénergie devrait plutôt servir de combustible direct, sans perte de transformation, dans des centrales de couplage chaleur-force (CCF) décentralisées, comme le préconise le conseil d'experts en questions environnementales¹⁶.

¹⁵ Le **Mécanisme de Développement Propre** (MDP) est un des mécanismes flexibles du Protocole de Kyoto de la Convention cadre sur le changement climatique (CCCC) des Nations Unies. Un pays industrialisé peut mettre en œuvre dans un pays en développement des projets visant à protéger le climat et comptabiliser sur son propre compte l'économie de gaz à effets de serre qui en résulte. De la sorte, les coûts de la protection du climat restent le plus bas possible. Les projets MDP doivent contribuer au développement durable sur place, ce qui n'est pas suffisamment mis en œuvre. Cf. www.cdmwatch.org.

¹⁶ « Protection du climat par la biomasse ». (Rapport spécial du conseil d'experts en questions environnementales – Sachverständigenrat für Umweltfragen, SRU-, juillet 2007).

III. Un autre monde est possible – Scénarios de sortie de crise

La devise de la campagne de carême de MISEREOR de 1977 : « Vivre autrement, pour que d'autres puissent survivre », est plus actuelle que jamais : les habitants des pays industrialisés, en ne changeant pas leur mode de production et de consommation, axé sur la croissance, acceptent en connaissance de cause de vivre au détriment des pauvres. « Continuer comme avant » et se borner à remplacer l'énergie fossile par l'agroénergie dépasse non seulement les limites de la capacité de charge écologique, mais détruit aussi dans un premier temps les bases d'existence des pauvres dans les pays en développement, puis à long terme, nos propres bases d'existence, dans les pays riches. Le respect des droits de l'homme et la protection de l'environnement doivent devenir des valeurs incontournables qui guident chacune de nos actions à l'échelle nationale et internationale. La création de structures décentralisées et durables, gérées localement devrait contribuer à répartir autrement les fruits et les bénéfices de la production agricole. Cela signifie que les pauvres doivent avoir un accès équitable aux ressources productives (p. ex. terres, eau, semences, savoir-faire) et aux processus de transformation et de commercialisation et avoir l'opportunité de profiter de l'agroénergie. Cela implique aussi qu'à l'échelle internationale mais aussi à l'échelle de chaque pays, compte tenu des ressources limitées de notre planète, les riches limitent leur consommation de ressources pour donner aux pauvres aussi l'opportunité de vivre dans la dignité. Pour ce faire, il est nécessaire de réorienter la politique, la priorité étant d'assurer l'approvisionnement alimentaire et énergétique des populations défavorisées dans les pays en développement, et non pas de défendre les intérêts des exportateurs¹⁷.

III.1 Perspectives pour une lutte durable contre la pauvreté

MISEREOR constate, à la vue de 50 années d'expérience dans la coopération au développement, qu'il est possible de protéger la Création tout en luttant contre la pauvreté et en assurant durablement l'approvisionnement alimentaire et énergétique au niveau local. Pour cette raison, MISEREOR aide les organisations partenaires et les populations locales à développer des systèmes optimisés et hautement performants. Ceux-ci ne misent ni sur le savoir-faire d'experts externes ni sur des moyens de production voraces en énergie, mais se basent sur le savoir-faire local et renforcent les aptitudes des populations locales à valoriser par leurs propres moyens les ressources disponibles et à adapter leurs méthodes de travail à des conditions environnementales qui changent. MISEREOR soutient pour cette raison de nombreux projets et initiatives qui illustrent bien les multiples facettes du potentiel de développement équitable et durable :

Les systèmes durables d'exploitation des terres, contrôlés par des communautés de petits paysans et des groupes d'usagers traditionnels, permettent de concilier écologie et approvisionnement alimentaire durable tout en couvrant des besoins sociaux. Ces systèmes peuvent constituer la base d'une production décentralisée et durable d'agroénergie évitant les atteintes à l'environnement, l'augmentation de la concentration des surfaces et des richesses et la disparition de la production agroalimentaire.

- Dans le Nord-Est du Brésil, semi-aride, MISEREOR soutient des familles de paysans qui développent une agrosylviculture écologique et réintroduisent des semences locales, adaptées à la sécheresse. Les familles de petits paysans parviennent ainsi à récupérer le contrôle sur leur production, le traitement post-récolte et la commercialisation. Avec des systèmes d'exploitation adaptés au site, les populations parviennent à mieux gérer les variations climatiques.
- En Inde, MISEREOR soutient des groupes indigènes qui vivent depuis plusieurs générations de la cueillette de différents produits de la forêt et protègent leur environnement naturel en réactivant les systèmes d'exploitation traditionnels et en luttant contre le pillage écologique.

¹⁷ Les organisations de petits paysans ont développé le concept de souveraineté alimentaire. Ce concept est aussi extensible à l'approvisionnement en énergie.

Ainsi, ils n'assurent pas seulement leur propre approvisionnement en nourriture et en bois de chauffage, mais ils préservent aussi la forêt, c.-à-d. une partie du poumon vert de la planète.

Les initiatives innovantes d'approvisionnement en énergie fonctionnant de manière décentralisée et gérées sur le plan local permettent de cibler des populations n'ayant pas accès aux réseaux d'approvisionnement publics.

- En Indonésie, MISEREOR aide un hôpital rural à valoriser ses eaux usées pour générer du biogaz qui permet de remplacer le bois de chauffage pour faire la cuisine et avoir de l'eau chaude.
- Toujours en Indonésie, MISEREOR soutient une école-centre technique qui a conçu une presse manuelle permettant de produire de l'huile de jatropha et de disposer ainsi d'une source d'énergie dans des communautés isolées.
- En Tanzanie, MISEREOR soutient des initiatives visant à développer la décentralisation du traitement et de l'emploi des huiles végétales. Les petits producteurs, les commerçants, les banques, les petites entreprises et les institutions de l'Eglise travaillent ensemble pour généraliser l'emploi des huiles de tournesol et de jatropha.

Le travail d'information et de lobbying des partenaires de MISEREOR au Sud et de MISEREOR au Nord complète les initiatives au niveau local. L'objectif est de donner aux personnes concernées les moyens de se faire entendre par le gouvernement de leur propre pays et de revendiquer le respect de leurs propres droits, la souveraineté alimentaire, l'accès équitable aux ressources et une politique transparente, axée sur la réduction de la pauvreté.

- Au Tchad, MISEREOR soutient un réseau qui encourage la population des zones pétrolifères à revendiquer une part des bénéfices sur l'exploitation du pétrole et un droit de contrôle sur la politique des grands groupes pétroliers.
- Au Brésil, MISEREOR soutient la Commission Pastorale de la Terre (CPT) qui défend les droits des « sans terre », des familles des petits paysans et des travailleurs des plantations de canne à sucre, en proposant une assistance juridique, en effectuant un travail de sensibilisation et de formation et en dénonçant les atteintes aux droits humains et aux droits territoriaux.
- En Indonésie et en Inde, MISEREOR soutient des campagnes contre l'expropriation illégale de groupes d'utilisateurs traditionnels au profit de l'implantation de plantations d'huile de palme et de jatropha.

III.2 Possibilités d'action pour les chrétiens engagés et les consommateurs critiques

MISEREOR souhaite lancer un débat sur les valeurs et le sens de la vie dans le contexte actuel. Au lieu de mener une vie, axée sur la consommation et la croissance, qui détruit la Création et sème la faim et la pauvreté, il faut que nous trouvions un moyen de vivre ensemble, les uns avec les autres, en privilégiant les aspects qualitatifs et le développement spirituel. Dans cette optique, il sera essentiel de nous informer, de prendre conscience des conséquences de nos propres actes en tenant compte de leur dimension globale, d'en assumer la responsabilité et de savoir nous limiter à l'essentiel.

En consommant de manière responsable, les consommateurs peuvent exercer un contrôle sur la production et la vente de tout produit, quel qu'il soit. Au lieu de nous laisser manipuler par la publicité et la politique d'information sélective des grandes multinationales, nous devons inciter les entreprises à assumer leurs responsabilités sociales et environnementales. En favorisant les produits locaux, fabriqués dans le respect de l'environnement, il est possible non seulement de se distancer d'un modèle économique vorace en énergie et non-durable, mais aussi de revaloriser l'économie régionale et de prendre position contre les processus de concentration et les pertes d'emploi.

III.3 Revendications adressées aux responsables politiques

Les expériences des partenaires de MISEREOR confirment dans de nombreux cas ce que des études critiques révèlent : la production d'agroénergie dans les pays en développement entraîne de graves problèmes sociaux et écologiques. Au lieu d'assurer des possibilités de revenus et un approvisionnement en énergie durable et équitable, dont les pauvres profiteraient aussi, le développement actuel a plutôt tendance à aggraver les injustices sociales, la faim et la pauvreté sans tenir ses promesses sur le plan environnemental. De manière générale, il est irresponsable de développer la production d'agroénergie dans les pays en voie de développement pour couvrir nos besoins en énergie, dans les pays riches. Il est paradoxal et inacceptable d'exiger des critères de durabilité pour l'agroénergie sans remettre en cause parallèlement les modèles mondiaux de commerce et de consommation.

- Ø MISEREOR demande instamment que la politique énergétique de l'Europe ait une orientation sociale et écologique.

Cela implique une baisse draconienne de la consommation d'énergie en Allemagne et dans les autres pays industrialisés et une politique incitative pour faire des économies d'énergie, améliorer le rendement énergétique des ressources employées et développer les énergies renouvelables. Cette politique incitative doit tenir compte de l'efficacité des ressources employées ainsi que de leur impact social et environnemental.

Dans ce contexte, il faudrait réduire le transport motorisé individuel et développer les transports en commun, encourager l'utilisation de combustibles efficaces et l'utilisation stationnaire d'agroénergie dans des centrales de couplage chaleur-force (CCF) décentralisées.

En ce sens, l'Union Européenne et les autres pays devraient supprimer les quotas relatifs à l'adjonction d'agrocaburants aux carburants traditionnels.

- Ø MISEREOR demande instamment que la production d'agroénergie respecte des critères sociaux et environnementaux.

Les gouvernements des pays en voie de développement et la communauté internationale doivent veiller à ce que la culture de plantes énergétiques n'entraîne ni l'expulsion des petits producteurs et des groupes indigènes ni l'augmentation de la concentration des revenus et des terres et à ce que les droits fondamentaux des travailleurs soient respectés. La culture de plantes énergétiques ne doit pas se faire au détriment de la sécurité alimentaire, la santé et l'environnement.

En ce sens, l'Union Européenne et les autres pays devraient sanctionner l'importation d'agroénergie ne respectant pas ces critères.

- Ø MISEREOR demande instamment que la communauté internationale des États, en coopération avec la société civile, réorganise le commerce mondial et le contrôle efficacement pour que chacun bénéficie de conditions commerciales équitables.

A cet effet, il faut imposer des normes environnementales et sociales applicables à tous les secteurs de la production et du commerce, tous les acteurs des sociétés civiles devant être impliqués dans leur définition et le contrôle de leur application.

- Ø MISEREOR demande instamment une obligation d'étiquetage indiquant quelles ressources ont été employées pour fabriquer un produit afin que les consommateurs conscients de leurs responsabilités puissent choisir ce qu'ils achètent en tenant compte de critères

environnementaux et sociaux¹⁸. Cet instrument doit être accompagné d'une campagne d'information financée par l'État et d'actions de sensibilisation ciblées sur les consommateurs.

Quelques références pour approfondir le sujet

- "Energy for the Poor", MISEREOR 2004 (www.misereor.org)
- "Sustainable Germany: A Contribution to Sustainable Global Development", BUND & MISEREOR 1996
- Climate Change: A Focal Point of Global, Intergenerational and Ecological Justice. Commission for Society and Social Affairs/ Commission for International Church Affairs No.29en (2nd, updated edition, April 2007)
- GRAIN Seedling, July 2007 (www.grain.org)
- EcoFair Trade Dialogue, "Slow Trade – Sound Farming", Heinrich Böll Foundation, MISEREOR + Wuppertal Institute 2007 (www.misereor.org)
- Position paper of FASE (Federação de Órgãos para Assistência Social e Educacional) on agroindustry and monoculture "Agronegócio e Monoculturas: Diagnóstico e Propostas da FASE para o debate com parceiros", Brazil, Dec. 2006
- "Access to land as a food security and human rights issue – A MISEREOR discussion paper for dialogue with its partners", MISEREOR 2005 (www.misereor.org).

¹⁸ Le concept du sac à dos écologique pourrait servir d'**indicateur** pour calculer les ressources employées pour fabriquer un produit ou fournir un service. Pour de plus amples informations, voir www.quarks.de/dyn/4187.phtml